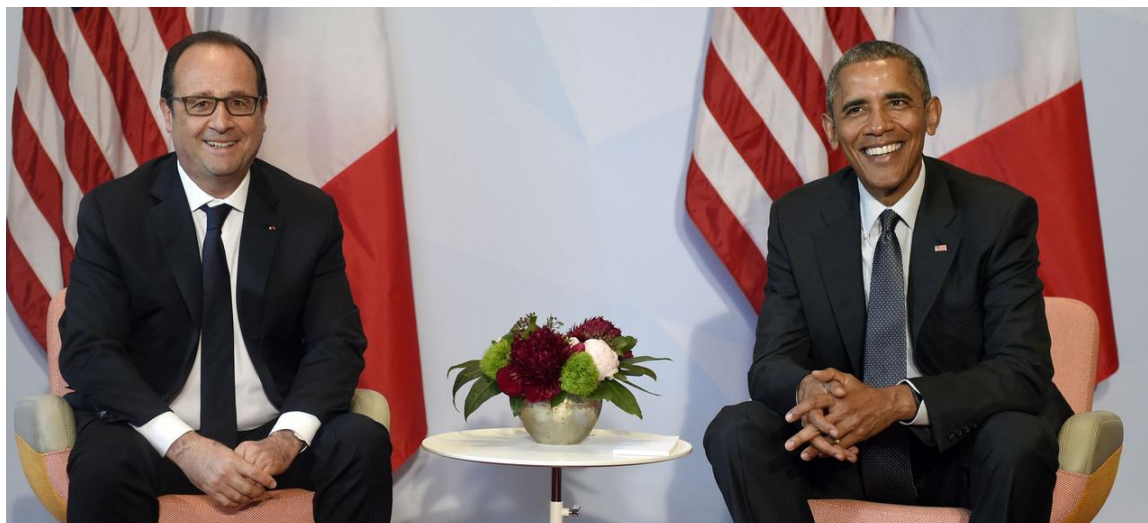


NSA : «D'un point de vue technologique, la France est une colonie américaine»



Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Anne-Laure Debaecker](#) (#figp-author)

Mis à jour le 24/06/2015 à 15h37

FIGAROVOX/ENTRETIEN - D'après les révélations de Wikileaks, les trois derniers présidents ont été espionnés par la NSA. Un phénomène qui s'inscrit dans une société de surveillance de masse généralisée avertit Fabrice Epelboin qui en décrypte les caractéristiques.

Fabrice Epelboin est spécialiste des médias et du Web social.

FIGAROVOX. - Mediapart et Libération ont révélé ce mardi soir que les trois derniers présidents français ont été mis sur écoute par la NSA au moins de 2006 à 2012. Que vous inspire cette surveillance? Est-elle inédite?

Tout cela n'a rien de nouveau, et ce n'est pas la première fois qu'il est révélé que la NSA écoute des dirigeants Européens. La fois précédente, il s'agissait d'Angela Merkel. Qui pouvait s'imaginer un instant à l'époque que la Chancelière Allemande avait droit à un traitement privilégié par rapport aux présidents Français?

«De nos jours, du simple citoyen au plus haut dirigeant, la confiance a totalement disparu. Chez les politiques, cela se traduit par une explosion de la mise sous surveillance de tous, chez les citoyens, cela se traduit par une explosion du phénomène des lanceurs d'alerte.»

De nos jours, du simple citoyen au plus haut dirigeant, la confiance a totalement disparu. Chez les politiques, cela se traduit par une explosion de la mise sous surveillance de tous -du Français lambda aux dirigeants politique (de son propre pays ou d'un pays étranger)-, chez les citoyens, cela se traduit par une explosion du phénomène des lanceurs d'alerte, dont Wikileaks est un symbole. La confiance est un phénomène réciproque. Si vous ne vous fiez pas à quelqu'un, il n'y a que peu de chance d'établir une relation de confiance réciproque avec lui. Si, en tant qu'État, vous espionnez vos alliés, la confiance va être difficile à établir. Si vous surveillez vos citoyens, il en sera de même, et si vous êtes dans un régime démocratique, rester au pouvoir sans avoir la confiance du peuple peut s'avérer délicat.

Edward Snowden avait déjà révélé les techniques de surveillance de la NSA en 2013. Les services de renseignement en ont-ils réellement tenu compte?

Les services de renseignement étaient effectivement déjà largement au courant des pratiques de la NSA, et il est plus que certain qu'ils ont adapté leur approche au regard des détails fournis par Edward Snowden. Leur problème tient sans doute plus dans la difficulté qu'il y a pour les dirigeants français à adopter de "bonnes pratiques" les mettant à l'abri des écoutes. On voit régulièrement des ministres ou des présidents utiliser un smartphone, et cela fait rire de façon systématique tous les hackers. Maintenant, vous savez pourquoi.

Une partie non négligeable des téléphones, et dans une moindre mesure des ordinateurs, vendus dans les commerces sont livrés avec des systèmes de surveillance pré installés -vouloir les utiliser pour échanger de façon confidentielle des informations est parfaitement idiot. Dans un autre ordre d'idée, si vous avez accès aux recherches Google issues du ministère de l'écologie dans les mois qui précèdent un rendez vous comme COP21, vous avez des renseignements de premier plan sur les préoccupations de votre adversaire.

«Une partie non négligeable des téléphones, et dans une moindre mesure des ordinateurs, vendus dans le commerces sont livrés avec des systèmes de surveillance pré installés.»

Si cette difficulté des hommes politiques à adopter des bonnes pratiques est à mettre en cause, n'y-a-t-il pas également des failles de sécurité au sein du gouvernement français?

Il n'y a que ça, et il est difficile d'en vouloir au gouvernement. Les technologies que nous utilisons pour construire nos infrastructures -celles utilisées par le gouvernement comme les autres- ne sont pas souveraines, et celles qui sont d'origine américaine (et elles sont nombreuses) sont presque systématiquement pensées pour permettre à la NSA d'en prendre le contrôle à des fins de surveillance. Nous n'avons pas, ou peu, de technologies souveraines. C'est une réalité avec laquelle il nous faut composer. Le fait d'être, d'un point de vue technologique, une colonie américaine est l'une des conséquences facheuse de ce manque de souveraineté. Les dirigeants politiques en sont souvent réduits à faire du face à face pour les discussions les plus confidentielles. Cela revient à s'éclairer à la bougie, et on s'imagine le manque de performance qui en découle de l'appareil qu'est le plus haut sommet de l'État.

Ajoutez à cela qu'à ce niveau de pouvoir, la compréhension de la chose technologique est proche du zéro absolu. Et pour cause: on a laissé cette chose aux techniciens, jusqu'au jour où l'on s'est aperçu que Facebook et Google -tous deux inventés par des techniciens- parlaient d'égal à égal avec les chefs d'État de la planète.

Comment donc assurer la confidentialité de nos communications en France?

«Les technologies que nous utilisons pour construire nos infrastructures ne sont pas souveraines, et celles qui sont d'origine américaine sont presque systématiquement pensées pour permettre à la NSA d'en prendre le contrôle à des fins de surveillance.»

Comme partout ailleurs, en diffusant au sein des entreprises un ensemble de bonnes pratiques qui, au fur et à mesure que les technologies de surveillance deviennent sophistiquées, doivent être revues et mises à jour. Il faut ensuite s'assurer que ces pratiques sont suivies scrupuleusement et établir un dialogue entre des spécialistes en sécurité et les utilisateurs de technologie, ce qui peut être très complexe.

L'écrasante majorité des dirigeants -qu'il s'agisse de l'État ou des grandes entreprises- ne comprend strictement rien à la chose technologique. On leur a vendu la technologie par petit bout, année après année: après celle du “search engine marketing” est arrivé l'année des réseaux sociaux, puis du mobile, de l'objet connecté, etc, jusqu'au moment où l'uberisation de l'économie leur a fait comprendre qu'ils n'avaient rien vu venir (tout comme avec la surveillance) et que du coup, il n'y comprenaient vraisemblablement pas grand chose.

«C'est l'arroseur arrosé. Voilà un gouvernement qui vient de faire voter une loi sur les écoutes et qui se plaint d'être écouté» a déclaré le sénateur UDI Yves Pozzo di Borgo. La loi sur le renseignement devrait en effet être adoptée définitivement ce mercredi. Ces révélations peuvent-elles avoir un impact sur ce vote?

Je doute que les révélations de Wikileaks affectent le vote. La loi française sur le renseignement est la reproduction presque à l'identique du *Patriot Act américain*; Tout, y compris son timing post attentat, a été fait pour la faire adopter dans l'émotion plus que dans la raison, car si les députés avaient la moindre idée des perspectives que cela ouvre à l'évolution du régime politique en France, ils en seraient effrayés.

Est-ce un hasard que ces informations d'espionnage soient rendues publiques la veille de ce vote?

Je doute qu'il s'agisse du fruit du hasard. C'est une piqûre de rappel salutaire: au-delà de ce vote, il ne faut plus s'attendre à vivre encore longtemps dans un régime démocratique.

Sommes-nous déjà dans une société de surveillance généralisée?

Oui, nous sommes depuis quelques années dans une société de la surveillance, ou tout le monde est potentiellement surveillé par une autorité supérieure qui le fait dant la plus parfaite impunité et sans le moindre contrôle. Vous, moi, les journalistes, les avocats, les parlementaires, mais également les ministres et le président.

«Nous sommes depuis quelques années dans une société de la surveillance, ou tout le monde est potentiellement surveillé par une autorité supérieure qui le fait dant la plus parfaite impunité et sans le moindre contrôle.»

La France est, dans cette période étrange de l'histoire de l'humanité qui débute, une des grandes puissances mondiales de la surveillance. En fournissant une aide logistique et un savoir-faire indéniable en matière de surveillance à de nombreuses dictatures étrangères, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, la France surveille non seulement toute cette partie du monde qui reste obscure aux grandes oreilles américaines, mais elle appuie la continuité et l'expansion de la "france-afrique" sur de nouvelles bases, solidement ancrées et, j'en ai peur, durables.

Sur le plan intérieur, la remise en question des élites dirigeantes par le peuple et la perte des illusions démocratiques ouvre une ère d'instabilité des institutions qu'il semble réaliste de contrer par un renforcement de l'autorité de l'État. Un État panoptique, omniscient et omniprésent à travers les technologies de notre quotidien, est perçu, sans doute à raison, comme une solution plus douce qu'un régime autoritaire. Mais d'une façon ou d'une autre, la classe dirigeante ne peut plus espérer longtemps faire reposer son pouvoir sur une quelconque légitimité, et il lui faut envisager un relais vers autre chose si elle veut continuer de diriger le

pays. La surveillance de masse de tout citoyen est une forme de pression qui pourrait permettre demain de résoudre sans violence excessive de nombreux conflits. De récents documents mis à jour par Edward Snowden montrent comment les services anglais, en plus d'opérations de surveillance classiques, infiltrent les réseaux sociaux pour déstabiliser une opposition politique, discréditer un adversaire ou perturber le bon fonctionnement d'un groupe susceptible d'accéder au pouvoir. Ce type de comportement de la part d'un service de renseignement n'a rien de nouveau, mais les moyens techniques utilisés changent la donne de façon radicale.

«La surveillance de masse de tout citoyen est une forme de pression qui pourrait permettre demain de résoudre sans violence excessive de nombreux conflits.»

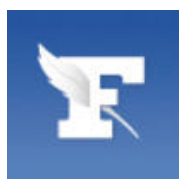
En entrant de plein pied dans la société de la surveillance, nous avons profondément altéré les règles de bases des sociétés démocratiques -là où les dictatures n'ont fait que moderniser un dispositif de surveillance plus ou moins passif et pré-existant. Nous sommes entrés dans l'ère du soupçon, une ère où la norme est de ne pas faire confiance. Ne pas faire confiance aux politiques est un réflexe adopté par près de 80% des français, mais cette défiance se généralise bien au-delà du politique et des institutions. Ne perdons jamais de vue que la confiance est également la base de l'économie, et que cette dernière finira elle aussi par être affectée.

La loi sur le renseignement va-t-elle accentuer le phénomène ou peut-elle être un élément de lutte, comme l'estime le député François de Rugy: «La publication de ces écoutes montre justement qu'il faut une loi qui dit ce qui est autorisé ou pas pour les services de renseignement»?

Il faut s'attendre à voir nos politiques nous débiter dans les jours qui viennent un festival de stupidités. Celle de François de Rugy est assez pittoresque. Cette loi n'a jamais été pensée pour lutter contre les grandes oreilles américaines, car comme le sait parfaitement Mr de Rugy, la France a signé un accord de coopération et d'échange des données issues de la surveillance avec les USA en 2010. [Ces accords portent le nom d'"accord Lustre" \(https://reflets.info/accords-lustre-le-](https://reflets.info/accords-lustre-le-)

[gouvernement-commence-a-lever-le-voile-sur-le-prism-francais/](#)). Ce fait est connu de tous nos politiques qui prétendent, pour le moment, l'ignorer, quitte à se ridiculiser lors d'une prochaine fuite d'information.

Là où Mr de Rugy fait très fort, c'est qu'il y a fort à parier que les termes -et donc l'existence officielle- des accords Lustre fassent partie de ce que Wikileaks s'apprête à révéler dans les jours qui viennent. Il pourrait donc se voir taxer de menteur dans moins de 48h, ce qui, en toute logique, ne devrait en rien affecter sa carrière politique, car de toute façon, qui aujourd'hui peut croire ce que raconte un homme politique sur de tels sujets?



<http://plus.lefigaro.fr/page/anne-laure-debaecker>

[Anne-Laure Debaecker \(http://plus.lefigaro.fr/page/anne-laure-debaecker\)](http://plus.lefigaro.fr/page/anne-laure-debaecker)



Journaliste

[Suivre \(http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2685753\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2685753)

Journaliste